



Gouvernement et patronat nous mènent une guerre sociale impitoyable, nous devons les arrêter !

Marignane le 16 juillet 2025

Le premier ministre vient d'annoncer un nouveau plan d'attaque contre les salariés, il veut faire 44 milliards d'€ d'économie. Sans surprise, celles-ci seront faites exclusivement aux frais des classes populaires à commencer par les travailleurs :

- Il veut **supprimer deux jours fériés** le 8 mai et le lundi de Pâques et donner la possibilité de monétiser la 5^{ème} semaine de congés en vue de la supprimer définitivement. Rien que pour Airbus, ces 2 jours fériés représentent plus de 100 000 jours de travail.
- Il veut geler les salaires des fonctionnaires, les prestations sociales, les retraites, et les allocations chômage en 2026.
- Il veut supprimer 1/3 des postes de fonctionnaires après leur départ en retraite. Cela se traduira inévitablement par l'aggravation de la situation dans les hôpitaux, les écoles et tous les services publics.
- Il veut aussi **augmenter les impôts des retraités** en supprimant pour certains l'abattement de 10 %.
- Il veut passer le plafond du **reste à charge des médicaments de 50 à 100 euros** par an, en s'attaquant à la prise en charge des affections de longue durée (ALD), en déremboursant des médicaments, en demandant aux patients d'aller moins souvent consulter.

Bref, il envisage une nouvelle saignée contre nous les travailleurs, pour nous faire payer leur économie de guerre.

Par contre le grand patronat, riche à milliard, continue de se gaver à coup de dégrèvement de cotisations et d'allègements fiscaux de toute sorte. **Pour 2024 il s'agit de 211 milliards d'€ d'aides annuelles** dont l'État ne connaît ni la destination, ni l'utilité, ni même le montant exact et sur lesquelles personne n'a de contrôle. Majoritairement versées aux très grandes entreprises, renouvelées année après année, ces aides expliquent pourtant le déficit que les gouvernements prétendent combattre.

Mais comme si ce n'était pas suffisant, le premier ministre veut, désormais, réduire les factures d'électricité des grosses entreprises, propose des incitations financières, un plan d'aide à l'investissement de 1 milliard et une simplification réglementaire décidée par ordonnance afin de leur faciliter les démarches.

Si nous voulons stopper cette guerre sociale que les patrons milliardaires et leurs gouvernements nous mènent, nous en avons la capacité. Elles se trouvent dans notre position de travailleurs. Sans notre travail, tout s'arrête de fonctionner.

Il n'en dépend que de notre volonté !